

BE-A0524_717389_800900_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Gozée. Dépôt 2019, 1845-1977 (2014)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	15
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	16
Élections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	19
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
2 - 3 Dossiers relatifs aux contentieux. 1950, 1968-1976, 1981.....	21
II. Organisation et personnel.....	22
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	22
7 - 14 Dossiers relatifs aux coopérations intercommunales. 1947-1976.....	22
7 - 10 Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1947-1969, 1972-1976.....	22
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
C. Archives.....	23
D. Personnel des services.....	24
28 Dossiers individuels des receveurs communaux. 1913, 1922-1942, 1946-1953, 1956-1961.....	24
29 - 33 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1921-1950, 1969-1977.	24
34 - 36 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1940-1960, 1962-1965, 1967, 1969-1976.....	24
38 - 42 Dossiers individuels des employés au ravitaillement. 1944-1959, 1978.	25

III. Patrimoine.....	26
48 - 52 Actes notariaux relatifs aux ventes de bois, taillis et futaies. 1936, 1938-1945, 1947-1958, 1962-1965, 1968-1975.....	26
53 - 57 Dossiers relatifs aux ventes de bois, taillis et futaies. 1941-1975.....	26
IV. Finances et fiscalité.....	28
A. Comptabilité du secrétariat.....	28
66 - 67 Dossiers relatifs à l'établissement du budget. 1937, 1971-1977.....	28
68 - 70 Budgets annuels. 1953-1976.....	28
71 - 72 Annexes aux budgets. 1961, 1963, 1965, 1967-1968, 1971, 1973-1976.....	28
74 - 76 Dossiers relatifs aux emprunts contractés dans le cadre de travaux publics. 1966-1974.....	28
77 - 78 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1975-1976.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
79 - 97 Journaux généraux et livres de caisse communaux. 1904-1905, 1908-1912, 1914-1920, 1927, 1931-1933, 1935.....	29
98 - 115 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1953, 1957-1967, 1969-1973, 1975.....	30
116 - 118 Comptes annuels. 1957-1973, 1976.....	31
119 - 139 Pièces justificatives aux comptes. 1930-1932, 1934, 1940, 1962, 1968, 1974-1976.....	32
124 - 125 1962.....	32
126 - 128 1968.....	32
129 - 131 1974.....	32
132 - 134 1975.....	33
135 - 139 1976.....	33
140 - 141 Comptes de fin de gestion. 1913, 1922, 1963.....	33
C. Impositions et taxes communales.....	33
143 - 151 Rôles de taxes communales. 1952-1953, 1955-1958, 1965-1972, 1976.....	33
152 - 161 Dossiers relatifs aux taxes communales. 1954, 1956-1959, 1962-1977.....	34
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	35
162 - 166 Matrice cadastrale ou liste des propriétaires et des propriétaires avec relevés de leurs propriétés foncières non bâties et bâties (modèle 212). 1845-1930.....	35
V. État civil.....	36
VI. Population.....	37
A. Registres et mouvements de la population.....	37
172 - 197 Registres de la population. 1921-1970.....	37
172 - 175 1921-1930.....	37
176 - 181 1931-1947, " série noire ".....	37
182 - 186 1931-1947, " série rouge ".....	37
187 - 192 1948-1960.....	38
193 - 197 1961-1970.....	38
198 - 202 Index des registres de la population. 1921-1976.....	39
203 - 204 Registres des entrées. 1939-1974.....	39
205 - 208 Registres des sorties. 1914-1975.....	39
210 - 211 Relevés généraux du mouvement de la population. 1960-1976.....	39
B. Étrangers.....	40
VII. Élections.....	41
214 - 215 Registres aux délibérations du Collège échevinal en matière de réclamations électorales. 1946, 1949-1957.....	41

219 - 220 Dossiers relatifs aux élections communales. 1964, 1970.....	41
221 - 222 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1974-1977.	41
VIII. Affaires militaires et guerres.....	42
A. Milice et volontaires (1817-1976).....	42
225 - 230 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1925, 1929-1931, 1935- 1976.....	42
B. Mobilisation de l'armée.....	43
235 - 237 Registres de classement servant aux inscriptions. [1930], [1946]..	43
C. Réquisitions militaires.....	43
D. Guerres et conséquences.....	43
IX. Ordre et sécurité publics.....	44
A. Police.....	44
B. Service d'incendie.....	44
X. Santé publique.....	45
255 - 295 Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1922-1976.....	45
274 - 278 Dépôts de gaz. 1948, 1957-1958, 1961-1962, 1965-1976.....	46
296 - 297 Plans relatifs à la SA des Charbonnages de Fontaine-l'Évêque. 1924, 1929.....	47
301 - 302 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination. 1960, 1963-1976....	48
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	49
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	49
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	49
2. Bâtiments scolaires.....	49
315 - 316 Dossiers relatifs aux travaux réalisés aux écoles du Centre. 1928- 1930, 1965.....	49
317 - 318 Dossiers relatifs aux travaux de construction d'un groupe scolaire à la section du Centre. 1960-1965.....	50
319 - 322 Dossiers relatifs aux travaux de construction d'un groupe scolaire à la section du Là-Haut. 1965-1972, 1974-1977.....	50
3. Bâtiments du culte.....	50
323 - 328 Dossiers relatifs aux travaux réalisés à l'église paroissiale. 1923, 1939-1956, 1958, 1966-1970, 1972-1974.....	50
324 - 326 Travaux de restauration des dommages de guerre. 1939-1956, 1958.....	50
4. Cimetière.....	51
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	51
331 - 342 Dossiers relatifs aux modifications de voirie. 1920-1921, 1924, 1930, 1949-1956, 1963-1970, 1974.....	51
343 - 354 Dossiers relatifs aux travaux de voirie. 1922-1975.....	52
349 - 350 Amélioration du chemin de grande communication n° 502 et des chemins ordinaires n° 5 et 15. 1953-1955, 1957-1960.....	53
359 - 360 Actes d'acquisition amiable pour cause d'utilité publique. 1958-1959, 1964.....	53
C. Travaux et inspection des bois et forêts.....	54
D. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	54
E. Services d'utilité publique.....	55
1. Distribution d'eau.....	55
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	55
382 - 383 Dossiers relatifs aux travaux exécutés au réseau de distribution d'électricité. 1962-1966, 1968-1976.....	56

3. Téléphone et transports en commun.....	56
390 - 393 Plans relatifs aux lignes téléphoniques de la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) à établir sur le domaine public communal. 1938, 1950, 1963-1969, 1972-1976.....	56
F. Aménagement du territoire.....	57
1. Plans régionaux, sectoriels et communaux.....	57
2. Permis de bâtir.....	57
402 - 404 Dossiers relatifs aux autorisations de construire. 1954-1955, 1961-1976.....	57
3. Permis de lotir.....	58
4. Expropriations.....	58
G. Protection des monuments et sites.....	59
XII. Enseignement.....	60
416 - 420 Dossiers relatifs aux cours professionnels de coupe et de couture. 1926-1930, 1932-1933, 1939, 1941-1948, 1962-1973.....	60
422 - 424 Dossiers relatifs à l'enseignement primaire et gardien. 1955, 1962-1976.....	60
XIII. Culture, sports et divertissements.....	62
A. Culture.....	62
B. Sports.....	62
431 - 436 Dossiers relatifs aux manifestations sportives. 1963, 1965-1968, 1970-1976.....	62
C. Fêtes.....	62
D. Tourisme et activités pour la jeunesse.....	63
XIV. Économie.....	64
A. Agriculture et sylviculture.....	64
B. Élevage.....	64
C. Commerce, industrie et artisanat.....	64
XV. Affaires sociales et réglementation du travail.....	66
462 - 465 Dossiers relatifs aux logements sociaux. 1950, 1954-1976, 1978.....	66
469 - 470 Registres des demandes de prestations. 1963-1977.....	66
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	68
A. Bureau de bienfaisance.....	68
B. Commission d'assistance publique.....	68
1. Généralités.....	68
2. Personnel.....	68
478 - 479 Dossiers individuels des secrétaires-receveurs. 1941, 1963, 1965-1966, 1969.....	68
3. Patrimoine.....	68
4. Finances.....	68
482 - 48 Budgets annuels. 1934, 1952-1976.....	68
486 - 489 Comptes annuels. 1934, 1956-1976.....	69
XVII. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse Saint-Géry. . .	70
491 - 493 Budgets annuels. 1956-1976.....	70
494 - 496 Comptes annuels. 1956-1976.....	70
XVIII. Relations avec le culte protestant.....	71

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Gozée. Dépôt 2019

Période:
1845-1976 (2014)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.1012

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Gozée

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Gozée dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Thuin, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Gozée devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Thuin ¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi puis de Thuin (à partir de 1818), et de l'arrondissement judiciaire de Thuin puis de Charleroi (à partir de 1800). Gozée relève par ailleurs du canton de milice de Thuin à partir de 1817 ².

Située sur un plateau limoneux de Thudinie, Gozée a connu une activité agricole intense, manifestée par la présence de grandes fermes autrefois abbatiales. À partir du milieu du XVIIIe siècle, des recherches de houille sont entreprises. Entre les deux guerres, les Charbonnages de Fontaine-l'Évêque établissent un de leurs sièges en face du hameau de Hourpes, au lieu-dit " Bois d'Aulne ". Mais ce puits n'occupe guère plus d'une cinquantaine de personnes ; l'exploitation cesse en 1933. Au milieu du XIXe siècle, la route reliant Beaumont à Charleroi est percée afin de remplacer la vétuste chaussée de Charleroi qu'avait empruntée l'armée de Napoléon en 1815.

Le 23 août 1914, des combats meurtriers se sont déroulés pour la maîtrise de la Sambre sur les territoires de Gozée et de Marbaix. Ils font en un seul jour plus d'un millier de morts et obligent l'armée française du général Lanrezac à une retraite vers Beaumont. En 1940, le centre du village est de nouveau bombardé. Depuis les années 1960, le nord du village s'est de plus en plus transformé en cité-dortoir, satellite de Charleroi.

L'église Saint-Géry, édifiée au XIXe siècle, a vraisemblablement été construite sur les vestiges d'une église médiévale ; la dédicace témoigne d'une ancienne appartenance du village au diocèse de Cambrai. C'est sur le territoire de Gozée que se trouvent les exceptionnels vestiges de l'abbaye d'Aulne.

La population de Gozée évolue comme suit : 786 habitants en 1806, 1027 en

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

1830, 1353 en 1846, 1413 en 1856, 1501 en 1866, 1625 en 1880, 1710 en 1910, 1489 en 1920, 1687 en 1930, 1747 en 1947, 1931 en 1961 et 3031 en 1976, pour une superficie de 1871 hectares.

Le 1er janvier 1977, la commune de Gozée est fusionnée avec les communes de Thuin, Biercée, Biesme-sous-Thuin, Donstiennes, Leers-et-Fosteau, Ragnies et Thuillies pour former l'actuelle commune de Thuin. La fusion forme une entité de 11725 habitants pour 7638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion de ces communes ne peut être que profitable à l'aménagement et la mise en valeur de la région, étroitement liée à l'agglomération de Charleroi. Ensemble homogène capable de répondre aux besoins des populations " ³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir

3 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

4 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale. La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836. Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur le dossier central de la commune de Thuin constitué par les Archives de l'État à

Mons et sur des renseignements glanés dans le présent fonds ⁵. Les archives de la commune de Gozée, dont notamment les registres de la population antérieurs à 1920, ont été détruites dans l'incendie de la maison communale en 1914. En mai 1976, le Collège échevinal reçoit de l'Union des villes et communes belges (UVCB) une offre pour la mise au point du classement et des archives communales sur la base des tables de classification de l'ASBL ; d'après ce courrier, les archives se trouvent dans une annexe au rez-de-chaussée de la maison communale. En juillet 1976, le Collège informe l'UVCB qu'il ne donnera pas suite à la proposition de classement.

Nous disposons par ailleurs du rapport d'inspection et de mesurage des archives de la ville de Thuin dressé par les Archives de l'État à Mons ; l'inspection a été menée par Laurent Honoré le 28 avril 2003. Au moment de l'inspection, l'hôtel de ville faisait l'objet d'importants travaux pendant lesquels les différents services communaux ont été installés sur plusieurs sites, dont celui dit de la " Demi-Lune ". Y étaient conservés les registres aux délibérations des Conseils communaux et des Collèges échevinaux, les registres d'état civil des communes fusionnées, les atlas des chemins vicinaux, dont certains en très mauvais état, et les atlas des cours d'eau non navigables. Des archives plus récentes, touchant essentiellement à la comptabilité communale, étaient également conservées à Biercée, dans le grenier de l'ancienne maison communale, en partie sur des étagères, en partie à même le sol. Divers services communaux ont été provisoirement installés dans un bâtiment sis au n° 32 de la rue des Nobles ; y étaient conservés, dans les caves, les registres de population des communes fusionnées, dont un relevé dactylographié a été réalisé en date du 13 janvier 1983, ainsi que des cartons d'archives concernant l'état civil, la population et la police communale. Des archives antérieures à la fusion étaient également conservées dans un grenier de l'hôtel de ville en travaux, ainsi que dans un ancien dépôt militaire situé au n° 120 de la Drève des Alliés.

À l'exception des registres de population, conservés dans des caveaux peu adaptés, l'état des archives était jugé satisfaisant. Des archives demeuraient néanmoins déposées en vrac en divers endroits, non conditionnées. Aucun employé communal n'était spécifiquement chargé de la gestion des archives. Il n'existait d'ailleurs aucune coordination ni centralisation en cette matière, chaque service gérant ses propres archives de façon indépendante. En 1991, la SPRL Mahut a classé les archives des communes fusionnées et les archives postérieures à la fusion. Mais une partie des archives postérieures à 1991 n'a pas été intégrée dans le cadre de classement et seul le classement des archives du secrétariat communal a été mis à jour jusqu'en 2001. Par ailleurs, des archives *anteet postfusion* ne faisant pas partie du classement réalisé en 1991 ont été relevées en divers endroits.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 12 novembre 2018, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Commune de Thuin ". Consulter également les n° 25, 26 et 27 du présent inventaire.

que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la ville de Thuin, suivant contrat de dépôt du 12 septembre 2017 ; le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 3 octobre 2019 sous le n° 2564. Le dépôt des registres de la population des communes fusionnées a quant à lui été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 29 octobre 2018 sous le n° 2520.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Gozée entre 1845 et 1976. Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont cependant fort peu nombreux, en raison de la destruction des archives communales lors de l'incendie de la maison communale en août 1914, qui a notamment vu disparaître les registres de la population antérieurs à 1920, et du bombardement du centre de la localité en 1940. Se retrouvent parmi les documents les plus anciens que compte le fonds cinq volumes de la matrice cadastrale ⁶, des plans relatifs au projet de construction d'écoles pour les deux sexes au hameau du Clicotia ⁷, des pièces relatives à la description des cours d'eau non navigables ni flottables ⁸, une liste-statistique relative au mouvement de la population entre 1880 et 1950 ⁹, ainsi que des pièces relatives aux chemins de fer vicinaux ¹⁰. Quelques dossiers sont postérieurs à la fusion des communes de 1976, la nouvelle entité de Thuin les ayant repris et complétés ¹¹.
Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Cependant, ces registres n'ont pas été déposés aux Archives de l'État, la ville de Thuin en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ils ne figurent pas dans le présent inventaire. Cependant, ces registres n'ont pas été déposés aux Archives de l'État, la ville de Thuin en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ils ne figurent pas dans le présent inventaire. Il est par ailleurs fort probable qu'une partie de ces registres aient été détruits en 1914 et 1940.

6 Consulter les n° 162 à 166 du présent inventaire.

7 Consulter le n° 312 du présent inventaire.

8 Consulter le n° 370 du présent inventaire.

9 Consulter le n° 209 du présent inventaire.

10 Consulter le n° 388 du présent inventaire.

11 Il s'agit des n° 3, 24, 40, 44, 58, 63, 415 et 465 du présent inventaire.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de

première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales

varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des

enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du

Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations du Conseil communal et ceux du Collège échevinal, ainsi que les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹².

L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Les séries des permis de bâtir se révèlent toutefois très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal universel (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹³. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales

12 <http://geoportail.wallonie.be>.

13 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁴.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

¹⁴ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

- 1** I. GÉNÉRALITÉS
Répertoires des actes. 1926-1932, 1936-1940. 2 pièces
- 2** 2 - 3 DOSSIERS RELATIFS AUX CONTENTIEUX. 1950, 1968-1976, 1981.
Les communes de Gozée et de Marbaix-la-Tour contre Albert Renson et Jean-Jacques Tirou, au sujet de la location du droit de chasse contractée par les seconds. 1950, 1968-1976. 1 liasse
- 3** La commune de Thuin contre Jacques Tillier, au sujet de la construction sans permis d'un chalet dans le bois de l'abbaye d'Aulne, à Gozée. 1981. 1 chemise
- 4** Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1962-1975. 1 chemise
- 5** Pièces relatives à la procédure à suivre pour introduire une action en justice au nom de la commune. 1969. 2 pièces
- 6** Procès-verbaux des séances du Conseil communal. 23 mars 1972, 15 mai 1972. 2 pièces

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

7 - 14 DOSSIERS RELATIFS AUX COOPÉRATIONS INTERCOMMUNALES. 1947-1976.

7 - 10 SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU (SNDE). 1947-1969, 1972-1976.

7	1947-1949.	1 chemise
8	1950-1959.	1 chemise
9	1960-1969.	1 liasse
10	1972-1976.	1 liasse
11	Association intercommunale pour l'aménagement du territoire et le développement économique et social des régions de l'est et du sud du Hainaut (ADEC). 1962-1965, 1967, 1975-1976.	1 chemise
12	Union intercommunale pour l'étude et la gestion des services publics à caractère industriel et commercial (IEGSP). 1963-1968, 1970, 1973-1974.	1 chemise
13	Société intercommunale mixte d'électricité de l'est et du centre du Hainaut (INTERHAINAUT). 1963-1964, 1966, 1970, 1972-1973, 1975.	1 chemise
14	Association intercommunale pour le développement économique et l'aménagement du territoire du Sud-Hainaut (INTERSUD). 1965-1973, 1975-1976.	1 chemise
15	Dossier relatif au calcul de la superficie de la voirie pour la répartition du Fonds des communes. 1950-1951, 1955, 1959-1960, 1964-1972, 1974, 1976.	1 chemise
16	Dossier relatif à la surveillance des signaux et repères	

-
- géodésiques. 1954, 1963-1965, 1976. 1 chemise
- 17 Dossier relatif à la dénomination des rues. 1960-1963, 1969-1973, 1975-1976. 1 chemise
- 18 Dossier relatif au reclassement de la commune. 1971, 1974-1975. 1 chemise
- 19 Dossier relatif à la fusion des communes. 1974-1976. 1 chemise
- 20 Enquête par sondage relative à la fusion des communes. [1974-1976]. 1 liasse
- 21 Pièces relatives à la modification des limites communales. 1976. 2 pièces
- 22 Pièces relatives aux armoiries de la commune. 1976. 3 pièces
- B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES*
- 23 Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux. 1960, 1966, 1971. 1 chemise
- 24 Dossier individuel du bourgmestre Roger Coqlet. 1975-1978, 1980-1981, 1989-1990, 1996-1997. 1 chemise
- C. ARCHIVES*
- 25 Lettre d'Armand Louant, Conservateur des Archives de l'État à Mons, relative à l'inspection des archives communales. 22 mars 1962. 1 pièce
- 26 Lettre de C. Douxchamps-Lefèvre, chef de section du service d'inspection des Archives générales du Royaume, relative à l'inspection des archives de la cure. 9 avril 1974. 1 pièce
- 27 Dossier relatif au classement des archives communales par l'Union des villes et communes belges. 1976. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

28 DOSSIERS INDIVIDUELS DES RECEVEURS COMMUNAUX. 1913, 1922-1942, 1946-1953, 1956-1961.

--- Alexandre Huart. 1913, 1922.

28 Léon Renard. 1922-1942, 1946-1953, 1956-1961. 1 chemise

29 - 33 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1921-1950, 1969-1977.

29 Firmin Quinzin. 1921-1950. 1 chemise

30 Léonard Ravoisin. 1969-1971. 1 chemise

31 Jules Monnom. 1971-1973. 1 chemise

32 Robert Devillers. 1972-1977. 1 chemise

33 Robert Piérard. 1964, 1967-1974. 1 chemise

34 - 36 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1940-1960, 1962-1965, 1967, 1969-1976.

34 Sylvain Roulet. 1940-1960, 1962-1965, 1967, 1969. 1 chemise

35 André Wanuffel. 1956-1957, 1959, 1962-1965. 1 chemise

36 Max Dutrieux. 1970-1976. 1 chemise

37 Relevé du personnel enseignant et enseignant intérimaire. 1942-1944. 1 cahier

38	38 - 42 DOSSIERS INDIVIDUELS DES EMPLOYÉS AU RAVITAILLEMENT. 1944-1959, 1978. Émilia Grenier. 8 décembre 1944.	1 pièce
39	Marie de Burges. 1945-1948.	1 chemise
40	Émile Hannecart. 1945, 1978.	1 chemise
41	Renée Bury. 1946-1948.	1 chemise
42	Florence Delval. 1947-1959.	1 chemise
43	Dossier relatif aux distinctions honorifiques. 1970, 1975.	1 chemise
44	Dossier individuel de Nicole Piraux, directrice et professeur des cours de coupe, couture et modes. 1971-1975, 2014.	1 chemise
45	Pièces relatives aux fonctionnaires démis de leurs fonctions après la guerre. 1973.	3 pièces
46	Dossier individuel d'Armand Lecocq, agent de police. 1973-1976.	1 chemise

III. PATRIMOINE

- 167 Dossier relatif au rachat à l'État belge de l'ancien cimetière militaire désaffecté. 1915, 1956, 1958-1960. 1 chemise
- 47 Dossier relatif aux acquisitions de terrain. 1928, 1964-1965, 1968, 1971, 1976. 1 chemise
- 48 *48 - 52 ACTES NOTARIAUX RELATIFS AUX VENTES DE BOIS, TAILLIS ET FUTAIES. 1936, 1938-1945, 1947-1958, 1962-1965, 1968-1975.* 1936, 1938-1939. 1 chemise
- 49 1940-1945, 1947-1949. 1 chemise
- 50 1950-1958. 1 chemise
- 51 1962-1965, 1968-1969. 1 chemise
- 52 1970-1975. 1 chemise
- 53 *53 - 57 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS, TAILLIS ET FUTAIES. 1941-1975.* 1941-1944. 1 liasse
- 54 1945-1949. 1 liasse
- 55 1950-1959. 1 liasse
- 56 1960-1969. 1 liasse
- 57 1970-1975. 1 chemise
- 58 Dossier relatif aux locations du droit de chasse. 1941-1942, 1945, 1950, 1968, 1970, 1972-1973, 1976, 1981.

-
- 1 chemise
- 59 Dossier relatif aux aliénations de terrain. 1958, 1961-1971, 1973-1975.
1 liasse
- 60 Livre-sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuille productives d'intérêt. [1960-1969].
1 volume
- 61 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la réaffectation du logement de l'instituteur en classe. 29 octobre 1963.
1 pièce
- 62 Registre relatif aux ventes de bois passées devant le Collège échevinal ou devant notaire. 1964-1976.
1 volume
- 63 Registre relatif à la perception des fermages et des loyers. 1968-1978.
1 volume
- 64 Dossier relatif au bornage d'un terrain communal. 1973-1974.
1 chemise
- 65 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la réaffectation du bâtiment de l'école du Bois d'Aulne. 23 juin 1976.
1 pièce

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

66	66 - 67 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET. 1937, 1971-1977. 8 décembre 1937.	1 pièce
67	1971-1977.	1 chemise
68	68 - 70 BUDGETS ANNUELS. 1953-1976. 1953-1959.	1 liasse
69	1960-1969.	1 liasse
70	1970-1976.	1 liasse
71	71 - 72 ANNEXES AUX BUDGETS. 1961, 1963, 1965, 1967-1968, 1971, 1973-1976. 1961, 1963, 1965, 1967-1968.	1 chemise
72	1971, 1973-1976.	1 chemise
73	Dossier relatif au Fonds des communes. 1963, 1965, 1969-1971, 1973-1974.	1 chemise
74	74 - 76 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRUNTS CONTRACTÉS DANS LE CADRE DE TRAVAUX PUBLICS. 1966-1974. Travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 77. 1966-1967.	1 chemise
75	Travaux de construction d'un nouveau cimetière au Centre. 1968-1972.	1 chemise

76	Travaux de construction du groupe scolaire Là-Haut. 1968-1970, 1972-1974.	1 chemise
77	77 - 78 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1975-1976. 1975.	1 liasse
78	1976.	1 liasse

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

79	79 - 97 JOURNAUX GÉNÉRAUX ET LIVRES DE CAISSE COMMUNAUX. 1904-1905, 1908-1912, 1914-1920, 1927, 1931-1933, 1935. 1904.	1 cahier
80	1905.	1 cahier
81	1908.	1 cahier
82	1909.	1 cahier
83	1910.	1 cahier
84	1911.	1 cahier
85	1912.	1 cahier
86	1914.	1 cahier
87	1915.	1 cahier
88	1916.	1 cahier

89	1917.	1 cahier
90	1918.	1 cahier
91	1919.	1 cahier
92	1920.	1 cahier
93	1927.	1 cahier
94	1931.	1 cahier
95	1932.	1 cahier
96	1933.	1 cahier
97	1935.	1 cahier
98	98 - 115 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1953, 1957-1967, 1969-1973, 1975. 1953.	1 chemise
99	1957.	1 liasse
100	1958.	1 liasse
101	1959.	1 liasse
102	1960.	1 chemise
103	1961.	1 chemise

104	1962.	1 chemise
105	1963.	1 chemise
106	1964.	1 chemise
107	1965.	1 chemise
108	1966.	1 chemise
109	1967.	1 liasse
110	1969.	1 liasse
111	1970.	1 liasse
112	1971.	1 liasse
113	1972.	1 liasse
114	1973.	1 liasse
115	1975.	1 liasse
116	116 - 118 COMPTES ANNUELS. 1957-1973, 1976. 1957-1959.	1 chemise
117	1960-1969.	1 liasse
118	1970-1973, 1976.	1 liasse

119	119 - 139 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1930-1932, 1934, 1940, 1962, 1968, 1974-1976. 1930.	1 chemise
120	1931.	1 liasse
121	1932.	1 chemise
122	1934.	1 chemise
123	1940.	1 chemise
124	<i>124 - 125 1962</i> 1re partie (recettes et dépenses).	1 liasse
125	2de partie (dépenses).	1 liasse
126	<i>126 - 128 1968</i> 1re partie (recettes).	1 liasse
127	2e partie (dépenses).	1 liasse
128	3e partie (dépenses).	1 liasse
129	<i>129 - 131 1974</i> 1re partie (recettes et dépenses).	1 liasse
130	2e partie (dépenses).	1 liasse
131	3e partie (dépenses).	1 liasse

132	132 - 134 1975 1re partie (dépenses).	1 liasse
133	2e partie (dépenses).	1 liasse
134	3e partie (dépenses).	1 liasse
135	135 - 139 1976 1re partie (recettes).	1 liasse
136	2e partie (dépenses).	1 liasse
137	3e partie (dépenses).	1 liasse
138	4e partie (dépenses).	1 liasse
139	5e partie (dépenses).	1 liasse
140	140 - 141 COMPTES DE FIN DE GESTION. 1913, 1922, 1963. Rendu en apurement de la gestion d'Alexandre Huart, ex-receveur. 1913, 1922.	1 chemise
141	Rendu par Jean Leclère, receveur régional sortant, à son successeur Marcel Labuche. 1963.	1 cahier
142	Dossier relatif à la recette et aux receveurs régionaux. 1958-1976.	1 chemise
<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES</i>		
143	143 - 151 RÔLES DE TAXES COMMUNALES. 1952-1953, 1955-1958, 1965-1972, 1976. Répartition des dépenses des travaux de curage, d'entretien et de réparation exécutés aux cours d'eau. 1952.	

		1 cahier
144	Force motrice et personnel occupé. 1952, 1955, 1958, 1966-1969.	1 chemise
145	Débits de boissons et de tabacs. 1953, 1955-1957, 1965, 1968.	1 chemise
146	Chiens. 1955.	1 cahier
147	Vélos. 1955.	1 cahier
148	Enlèvements des immondices. 1967-1968, 1976.	1 chemise
149	Terrains de camping. 1969.	1 cahier
150	Terrains de camping, débits de boissons et de tabacs, force motrice et personnel occupé. 1970-1971.	2 cahiers
151	Caravanes installées de façon permanente et petites constructions échappant au précompte immobilier. 1970-1972.	1 chemise
152	152 - 161 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES COMMUNALES. 1954, 1956-1959, 1962-1977. Spectacles et divertissements. 1954, 1957-1959, 1962-1966, 1969.	1 chemise
153	Débits de boissons fermentées ou spiritueuses. 1956, 1964, 1966, 1971-1973, 1976.	1 chemise
154	Débits de tabac. 1958, 1964, 1969-1970, 1974-1975.	1 chemise
155	Force motrice. 1963-1975.	1 chemise
156	Enlèvement des immondices. 1963-1977.	1 chemise
157	Personnel occupé. 1963-1977.	

		1 chemise
158	Inhumations et exhumations. 1964, 1966, 1968-1972, 1974-1975.	1 chemise
159	Droit de place pour échoppes de friterie installées sur le domaine public. 1967, 1971-1972.	1 chemise
160	Droit de passage des cavaliers dans le bois communal. 1971-1974.	1 chemise
161	Droit de place au marché. 1974-1976.	1 chemise

D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

162	162 - 166 MATRICE CADASTRALE OU LISTE DES PROPRIÉTAIRES ET DES PROPRIÉTAIRES AVEC RELEVÉS DE LEURS PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON BÂTIES ET BÂTIES (MODÈLE 212). 1845-1930. Volume 1, articles 1-304. 1845-1927.	1 volume
163	Volume 3, articles 546-790. 1851-1928.	1 volume
164	Volume 4, articles 791-1028. 1871-1926.	1 volume
165	Volume 5, articles 1029-1237. 1889-1930.	1 volume
166	Volume 6, articles 1238-1568. 1905-1928.	1 volume

V. ÉTAT CIVIL

- 168** Dossier relatif à la création d'un cimetière militaire. 1921-1922.
1 chemise
- 169** Registre aux arrêtés d'exhumation autorisant le transfert de corps dans le cimetière communal. 1944-1946.
1 volume
- 170** Dossier relatif à l'organisation de cérémonies de noces d'or. 1946, 1957, 1960-1961, 1963-1976.
1 liasse
- 171** Relevés des concessions de sépultures accordées dans le cimetière communal. 1953, 1958-1961, 1963-1967.
1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

172 - 197 REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1970.

172 - 175 1921-1930.

172 Volume 1, folios 1-150. 1 volume

173 Volume 2, folios 151-300. 1 volume

174 Volume 3, folios 301-450. 1 volume

175 Volume 4, folios 451-600. 1 volume

176 - 181 1931-1947, " SÉRIE NOIRE ".

176 Volume 1, folios 1-100. 1 volume

177 Volume 2, folios 101-200. 1 volume

178 Volume 3, folios 201-300. 1 volume

179 Volume 4, folios 301-400. 1 volume

180 Volume 5, folios 401-500. 1 volume

181 Volume 6, folios 501-600. 1 volume

182 - 186 1931-1947, " SÉRIE ROUGE ".

182 Volume 1. 1 volume

183 Volume 2, 1 volume

184	Volume 3.	1 volume
185	Volume 4.	1 volume
186	Volume 5.	1 volume
187	<i>187 - 192 1948-1960.</i> Volume 1, folios 1-150.	1 volume
188	Volume 2, folios 151-300.	1 volume
189	Volume 3, folios 301-450.	1 volume
190	Volume 4, folios 451-600.	1 volume
191	Volume 5, folios 601-750.	1 volume
192	Volume 6, folios 751-900.	1 volume
193	<i>193 - 197 1961-1970.</i> Volume 1.	1 volume
194	Volume 2.	1 volume
195	Volume 3.	1 volume
196	Volume 4.	1 volume
197	Volume 5.	1 volume

198	198 - 202 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1976. 1921-1930.	1 volume
199	1931-1947.	1 volume
200	1948-1960.	1 volume
201	1961-1970.	1 volume
202	1971-1976.	1 volume
203	203 - 204 REGISTRES DES ENTRÉES. 1939-1974. 1939-1961.	1 volume
204	1961-1974.	1 volume
205	205 - 208 REGISTRES DES SORTIES. 1914-1975. 1914-1943.	1 volume
206	1944-1955.	1 volume
207	1956-1961.	1 volume
208	1961-1975.	1 volume
209	Liste-statistique relative au mouvement de la population entre 1880 et 1950. [Après 1950].	1 pièce
210	210 - 211 RELEVÉS GÉNÉRAUX DU MOUVEMENT DE LA POPULATION. 1960-1976. 1960-1969.	1 chemise

- 211 1970-1976. 1 chemise
- 212 *B. ÉTRANGERS*
Relevés statistiques relatifs aux étrangers habitant la commune.
1963-1965, 1967, 1969, 1973-1974. 1 chemise
- 213 Registres de contrôle des cartes de séjour de ressortissants. 1972-1976. 1 volume

VII. ÉLECTIONS

*214 - 215 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE
ÉCHEVINAL EN MATIÈRE DE RÉCLAMATIONS ÉLECTORALES. 1946,
1949-1957.*

214	1946.	1 cahier
215	1949-1957.	1 chemise
216	Registre d'inscription des réclamations tendant à l'inscription ou à la radiation d'électeurs. 1946-1957.	1 cahier
217	Registre des incapacités électorales. 1946-1961.	1 cahier
218	Procès-verbal relatif au recensement général des votes des élections provinciales du 26 mars 1961. 1961.	1 cahier
 <i>219 - 220 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1964, 1970.</i>		
219	1964.	1 chemise
220	1970.	1 chemise
 <i>221 - 222 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1974-1977.</i>		
221	1974-1975.	1 cahier
222	1976-1977.	1 cahier

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

- 223 Registre des militaires en congé illimité. 1906-1935. 1 volume
- 224 Registre d'inscription. 1922. 1 cahier
- 225 225 - 230 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1925, 1929-1931, 1935-1976. 1924-1925, 1929. 1 chemise
- 226 1930-1931, 1935-1939. 1 chemise
- 227 1940-1949. 1 liasse
- 228 1950-1959. 1 liasse
- 229 1960-1969. 1 liasse
- 230 1970-1976. 1 liasse
- 231 Dossier relatif aux indemnités de milice. 1940-1947. 1 liasse
- 232 Dossier relatif aux militaires rappelés. 1962-1963, 1965, 1972-1975. 1 chemise
- 233 Dossier relatif aux indemnités de milice aux ayants droit des miliciens soldés. 1965, 1967-1976. 1 chemise
- 234 Dossier relatif aux objecteurs de conscience. 1973-1974. 1 chemise

B. MOBILISATION DE L'ARMÉE

235 - 237 REGISTRES DE CLASSEMENT SERVANT AUX INSCRIPTIONS. [1930], [1946].

- 235 Chevaux et mulets. [1930]. 1 cahier
- 236 Motocyclettes. [1946]. 1 cahier
- 237 Véhicules automobiles. [1946]. 1 cahier
- 238 Dossier relatif au recensement général des véhicules à moteur. 1940, 1944-1946. 1 chemise

C. RÉQUISITIONS MILITAIRES

- 239 État nominatif des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire. 1962. 1 pièce
- 240 Dossier relatif aux réquisitions du charroi automobile. 1974-1976. 1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 241 Dossier relatif aux travaux exécutés aux bâtiments communaux à titre de dommages de guerre. 1941, 1946-1948, 1950. 1 chemise
- 242 Dossier relatif à la garde des écluses. 1941-1942. 1 chemise
- 243 Pièces relatives aux résistants. 1948, 1975. 3 pièces
- 244 Lettre du Service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs (SEDEE) relative au déminage d'un obus retrouvé à proximité de la résidence dite " Le Prince ", située rue de Marchienne. 10 novembre 1970. 1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

- 245 Dossier relatif aux vérifications périodiques des poids, mesures et instruments de pesage. 1940-1942, 1946-1976. 1 chemise
- 246 Dossier relatif à la tranquillité et à l'ordre publics. 1948, 1956, 1965-1969, 1976. 1 chemise
- 247 Registre des condamnés. [1re moitié XXe siècle]. 1 volume
- 248 Dossier relatif à la détention de pigeons. 1952-1970, 1973, 1976. 1 chemise
- 249 Exploits d'huissiers. 1962, 1965-1966. 1 chemise
- 250 Dossier relatif à l'organisation de tombolas. 1969-1976. 1 chemise
- 251 Règlement de police des marchés. 1974. 1 pièce
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 252 Conventions relatives à l'organisation des secours en cas d'incendie sur le territoire de la commune. 1937, 1939, 1942, 1948-1949, 1956, 1963, 1967. 1 chemise
- 253 Rapports d'intervention. 1964-1965, 1967. 1 chemise
- 254 Dossier relatif à l'organisation du service d'incendie. 1966-1967, 1971-1976. 1 liasse

X. SANTÉ PUBLIQUE

255 - 295 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES. 1922-1976.

255	Dépôts d'explosifs. 1922, 1937.	2 pièces
256	Briqueteries. 1923, 1933, 1946, 1948.	1 chemise
257	Dépôts de carburants. 1924-1975.	1 liasse
258	Ateliers de plombier zingueur. 1935, 1953.	1 chemise
259	Boulangeries. 1935, 1945-1946.	1 chemise
260	Brasserie, établie route de Beaumont. 1935.	1 chemise
261	Dépôt de charbon, établi route de Beaumont. 1935.	2 pièces
262	Magasin d'engrais, établi route de Beaumont. 1935.	2 pièces
263	Moteurs électriques. 1935, 1959.	1 chemise
264	Atelier de maréchalerie, établi sur les parcelles cadastrées section C, n° 198b, 199f et 200a. 1935.	2 pièces
265	Garages avec atelier de carrosserie et salle de peinture. 1935, 1946-1947, 1954-1955, 1963, 1969, 1971-1975.	1 chemise
266	Ateliers de menuiserie. 1935, 1974-1976.	1 chemise
267	Boucheries. 1939, 1951, 1961-1962, 1965, 1970, 1972.	1 chemise
268	Fromagerie. 1945-1946.	1 chemise

269	Fonderie d'aluminium, établie au lieu-dit La Couronne et appartenant à Arnaud Lenz. 1946-1947.	1 chemise
270	Ateliers de tôlerie automobile. 1946-1948, 1951-1953, 1956, 1959.	1 chemise
271	Atelier de soudure autogène à basse pression et de plombage, établi rue Bierque et appartenant à Joseph Degrève. 1948.	1 chemise
272	Atelier d'emboutissage et de découpage, établi rue Bierque et appartenant à Franz John. 1948.	1 chemise
273	Atelier de mécanique et de parachèvement, établi rue de Marchienne et appartenant à Julien Clément-Wauthy. 1948.	1 chemise
274	274 - 278 DÉPÔTS DE GAZ. 1948, 1957-1958, 1961-1962, 1965-1976. 1948.	1 chemise
275	1957-1958.	1 chemise
276	1961-1962, 1965-1969.	1 liasse
277	1970-1973.	1 liasse
278	1974-1976.	1 liasse
279	Transformateurs électriques. 1951-1953, 1956, 1959-1961, 1965-1968.	1 liasse
280	Pompes à essence. 1952-1953, 1957-1960.	1 chemise
281	Salles de cinéma. 1954-1955.	1 chemise

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| 282 | Salle de spectacles, établie rue de Marchienne et appartenant à la Veuve Désiré Goblet-Gomrée. 1955. | 1 chemise |
| 283 | Silos à fourrages verts. 1954, 1961-1962, 1971-1972, 1974. | 1 chemise |
| 284 | Rucher, établi Trieu du Bois et appartenant à Émile Clément. 1955. | 1 chemise |
| 285 | Silos de collets de betteraves. 1958, 1964-1965, 1967-1968, 1974-1975. | 1 chemise |
| 286 | Fabriques de produits en béton. 1959, 1970-1971, 1973-1974. | 1 chemise |
| 287 | Salles de fêtes. 1962, 1974. | 1 chemise |
| 288 | Atelier de marbrier et de tailleur de pierre. 1963, 1968. | 1 chemise |
| 289 | Salons de coiffure. 1965-1966, 1969, 1976. | 1 chemise |
| 290 | Dépôts d'immondices. 1965-1966, 1971, 1973. | 1 chemise |
| 291 | Atelier pour le travail mécanique des métaux. 1967, 1969. | 1 chemise |
| 292 | Ateliers de carrosserie. 1970-1972, 1976. | 1 chemise |
| 293 | Bassin de natation, établi rue Émile Vandervelde. 1972-1973. | 1 chemise |
| 294 | Fabriques de cercueils. 1972, 1975. | 1 chemise |
| 295 | Écurie, établie rue de Bomerée. 1974. | 1 chemise |
| | <i>296 - 297 PLANS RELATIFS À LA SA DES CHARBONNAGES DE FONTAINE-L'ÉVÊQUE. 1924, 1929.</i> | |
| 296 | Plan des dommages du puits n° 4. 1924. | |

		1 pièce
297	Plan des locaux du siège du Bois d'Aulne. 1929.	1 pièce
298	Rapports médicaux mensuels. 1940-1956, 1963.	1 liasse
299	Dossier relatif aux déclarations de maladies transmissibles et pestilentielles. 1942-1945, 1948-1949, 1959, 1962-1965, 1968-1969, 1973, 1976.	1 chemise
300	Résultats d'analyses bactériologiques. 1954-1962, 1975.	1 chemise
	<i>301 - 302 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION. 1960, 1963-1976.</i>	
301	Vaccination antipoliomyélitique. 1960, 1964, 1967-1976.	1 liasse
302	Vaccination antivariolique. 1963, 1965-1975.	1 liasse
303	Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1961-1964, 1966-1976.	1 chemise
304	Liste des établissements classés. 1962.	1 pièce
305	Dossier relatif à la protection des oiseaux. 1964, 1972-1973.	1 chemise
306	Dossier relatif aux taudis et aux habitations déclarées insalubres. 1967-1968, 1971-1974, 1976.	1 chemise
307	Dossier relatif aux praticiens de l'art de guérir. 1969-1976.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 308 Dossier relatif aux travaux d'aménagement et d'entretien des propriétés communales, comprenant la maison communale, les groupes scolaires du Là-Haut et du Centre, le presbytère et le kiosque de la place communale. 1912.
2 cahiers
- 309 Dossier relatif aux travaux de reconstruction de la maison communale, incendiée le 23 août 1914 par l'armée allemande. 1920.
1 chemise
- 310 Dossier relatif aux travaux de grosses réparations aux bâtiments communaux. 1949, 1951.
1 chemise
- 311 Dossier relatif aux travaux de peinture réalisés à la maison communale. 1967.
1 chemise
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 312 Plans relatifs au projet de construction d'écoles pour les deux sexes, avec logements pour instituteur et institutrice, au hameau du Clicotia. 1878.
1 chemise
- 313 Devis descriptif des travaux de couverture exécutés au presbytère, aux écoles et au chœur de l'église paroissiale. 27 janvier 1927.
1 pièce
- 314 Dossier relatif aux travaux de construction de deux classes au hameau du Bois d'Aulne. 1927-1929, 1932.
1 liasse
- 315 - 316 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX RÉALISÉS AUX
ÉCOLES DU CENTRE. 1928-1930, 1965.
- 315 Travaux de construction d'une annexe au logement de l'instituteur. 1928-1930.

		1 chemise
316	Travaux de peinture. 1965.	1 chemise
317	<i>317 - 318 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE À LA SECTION DU CENTRE. 1960-1965.</i> Lot n° 1, gros-œuvre et parachèvements. 1960-1965.	1 liasse
318	Lot n° 2, installations électriques et chauffage. 1961-1962, 1964-1965.	1 chemise
319	<i>319 - 322 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE À LA SECTION DU LÀ-HAUT. 1965-1972, 1974-1977.</i> Avant-projet. 1965-1968, 1970.	1 liasse
320	Lot n° 1, gros-œuvre, parachèvements et abords. 1968-1970, 1974, 1976.	1 liasse
321	Lot n° 2, électricité. 1968, 1970-1972, 1974.	1 liasse
322	Lot n° 3, chauffage central. 1970, 1974-1977.	1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE		
323	<i>323 - 328 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX RÉALISÉS À L'ÉGLISE PAROISSIALE. 1923, 1939-1956, 1958, 1966-1970, 1972-1974.</i> Travaux de réparation de la flèche. 1923.	1 cahier
324	324 - 326 Travaux de restauration des dommages de guerre. 1939-1956, 1958. 1939-1944.	1 liasse
325	1945-1949.	1 liasse

-
- 326 1950-1956, 1958. 1 liasse
- 327 Installation du chauffage par air chaud pulsé. 1966-1970, 1972-1973. 1 liasse
- 328 Réparation du support des cloches. 1973-1974. 1 chemise
- 329 Dossier relatif aux travaux d'entretien de la cure. 1949, 1951, 1954. 1 chemise
- 330 4. CIMETIÈRE
Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière. 1966-1971. 1 liasse
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)*
- 331 - 342 DOSSIERS RELATIFS AUX MODIFICATIONS DE VOIRIE. 1920-1921, 1924, 1930, 1949-1956, 1963-1970, 1974.
- 331 Modification d'une partie du chemin n° 1. 1920. 1 pièce
- 332 Détournement d'un sentier débouchant sur les rues des Près-à-Part et de Cocogne. 1921. 1 pièce
- 333 Modification des sentiers n° 48 et 49. 1924. 1 pièce
- 334 Détournement du sentier n° 56. 1930. 1 pièce
- 335 Suppression d'une partie du chemin n° 14. 1949. 1 chemise
- 336 Modification d'une partie du chemin n° 4, au lieu-dit " La Couronne ". 1950, 1952-1955. 1 chemise
- 337 Suppression du sentier n° 39. 1953-1954.

		1 chemise
338	Détournement des sentiers n° 33 et 42. 1956.	1 chemise
339	Suppression des sentiers n° 40 et 42. 1963-1964, 1966-1969.	1 chemise
340	Suppression d'une partie du sentier n° 46. 1966.	1 chemise
341	Suppression des sentiers n° 31 et 32. 1969-1970.	1 chemise
342	Suppression du sentier n° 53. 1974.	1 chemise
343	343 - 354 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE VOIRIE. 1922-1975. Construction et reconstruction d'une passerelle pour piétons au pont du chemin de fer n° 11, sur la ligne 130A, entre Hourpes et Landelies. 1922, 1924, 1946, 1949-1950, 1954-1960, 1962.	1 liasse
344	Amélioration du chemin n° 1 dit rue de Cocogne. 1923, 1928-1929, 1934-1938.	1 chemise
345	Construction d'un tablier en béton armé au pont-déversoir sur la Sambre à l'abbaye d'Aulne. 1923-1924, 1935, 1939.	1 chemise
346	Réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 77. 1936-1940.	1 chemise
347	Amélioration du chemin n° 4, dit rue Émile Vandervelde. 1941-1942, 1945, 1947-1954.	1 liasse
348	Création d'un chemin nouveau reliant la rue Armand Bury, chemin n° 1, et la route de l'État Charleroi-Baumont, chemin n° 21. 1948.	1 chemise

349 - 350 AMÉLIORATION DU CHEMIN DE GRANDE
COMMUNICATION N° 502 ET DES CHEMINS ORDINAIRES N° 5 ET 15.
1953-1955, 1957-1960.

- | | | |
|-----|--|-----------|
| 349 | 1re partie. | 1 liasse |
| 350 | 2de partie. | 1 liasse |
| 351 | Amélioration du chemin de grande communication n° 77. 1963-1964, 1966-1969. | 1 liasse |
| 352 | Amélioration de la Place communale et Place Trieu Jadot. 1964-1967. | 1 liasse |
| 353 | Pose d'un aqueduc, rue Émile Vandervelde. 1966, 1969-1971. | 1 chemise |
| 354 | Amélioration du chemin n° 1, dit rue Armand Bury. 1972-1973, 1975. | 1 chemise |
| 355 | Dossier relatif aux travaux d'entretien de la voirie. 1923-1925, 1928, 1943-1944, 1958-1959. | 1 chemise |
| 356 | Dossier relatif à la délimitation des nouveaux districts routiers. 1948, 1964-1969, 1971, 1973, 1975. | 1 chemise |
| 357 | Dossier relatif aux raccordements à l'égout. 1953-1954, 1961, 1964-1969, 1971-1976. | 1 liasse |
| 358 | Dossier relatif au projet d'autoroute de contournement Sud de Charleroi. 1957, 1961, 1965, 1971-1972. | 1 chemise |
| 359 | 359 - 360 ACTES D'ACQUISITION AMIABLE POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. 1958-1959, 1964.
Parcelle cadastrale A. 1958-1959, 1964. | 1 chemise |
| 360 | Parcelle cadastrale D. 1958-1959. | |

-
- 1 chemise
- 361** Dossier relatif aux rachats d'excédents de voirie. 1964-1969, 1972-1973, 1976.
1 chemise
- 362** Dossier relatif aux travaux d'amélioration de la route de l'État n° 6/21 dans les traversées de Gozée et Thuillies. 1969-1972, 1974-1975.
1 liasse
- 363** Dossier relatif à la reprise de la station d'épuration construite à la limite de la commune de Montigny-le-Tilleul, sur un terrain cadastré division II, section A, n° 5g4. 1974-1976.
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES BOIS ET FORÊTS*
- 364** Dossier relatif aux travaux et à l'inspection des bois et forêts. 1957, 1970, 1974.
1 chemise
- 365** Dossier relatif à la protection des bois et des espaces verts. 1962, 1964-1965, 1971-1976.
1 chemise
- 366** Règlement relatif à la circulation des piétons, cavaliers et cyclistes dans les chemins privés du bois communal. 1969-1970.
2 pièces
- 367** Dossier relatif à l'installation de nichoirs dans le bois communal. 1974.
1 chemise
- 368** Dossier relatif au bornage du bois avec le lotissement " Chant des oiseaux ". 1974-1975.
1 chemise
- 369** Dossier relatif à la création d'un parking dans le bois communal. 1974-1975.
1 chemise
- D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
- 370** Dossier relatif à la description des cours d'eau non navigables ni flottables. 1879, 1882, 1884, 1886, 1941, 1952-1954, 1959-1961.
1 chemise

-
- 371 Dossier relatif aux travaux de curage des cours d'eau. 1942-1944, 1947-1948, 1956-1957, 1961, 1963, 1968, 1973.
1 liasse
- 372 Dossier relatif au classement et à la détermination des points d'origine des cours d'eau. 1969.
1 chemise
- 373 Dossier relatif à la pollution des eaux des ruisseaux. 1971-1973.
1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 374 Dossier relatif aux travaux de distribution d'eau. 1943, 1951-1957, 1960-1961, 1963-1966, 1968, 1970-1976.
1 liasse
- 375 Plans relatifs aux travaux de renforcement et d'extension du réseau. 1947, 1955, 1960-1962, 1972.
1 chemise
- 376 Dossier relatif aux restrictions apportées à l'usage de l'eau alimentaire. 1969-1973, 1975-1976.
1 chemise
- 377 Dossier relatif aux travaux de construction d'un château d'eau sur la parcelle cadastrée section B, n° 65a. 1974.
1 liasse

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC

- 378 Contrats de concession d'électricité et pièces annexes. 1913, 1923, 1928, 1930, 1938-1939, 1943.
1 chemise
- 379 Plans relatifs à l'alimentation du hameau de l'abbaye d'Aulne. 1928-1929.
3 pièces
- 380 Dossier relatif aux travaux de construction de deux cabines électriques dites " Gozée-Centre " et " Bois d'Aulne ". 1929, 1932-1933.
1 chemise
- 381 Dossier relatif à l'éclairage public. 1931, 1960-1963, 1965-1966, 1969-1970.

1 liasse

382 - 383 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ. 1962-1966, 1968-1976. 1962-1966, 1968-1969.

382

1 liasse

383

1970-1976.

1 liasse

384

Dossier relatif aux ventes de terrains à la société GECOLI pour y établir des pylônes électriques. 1964, 1975-1976.

1 chemise

385

Dossier relatif aux travaux d'établissement de la ligne haute tension Monceau-Chooz. 1964-1967.

1 liasse

386

Dossier relatif au raccordement par circuit spécial de la station d'épuration sise Cité Verte. 1973-1975.

1 chemise

387

Dossier relatif à la location à la Société coopérative INTERHAINAUT d'un local de l'école du " Là-Haut " à usage de cabine électrique. 1974.

1 chemise

3. TÉLÉPHONE ET TRANSPORTS EN COMMUN

388

Dossier relatif aux chemins de fer vicinaux. 1893, 1932, 1937, 1952, 1954, 1961-1971, 1973-1974, 1976.

1 chemise

389

Dossier relatif à l'établissement par la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) d'une sous-station de transformation électrique destinée à alimenter en courant continu la ligne de Montigny-le-Tilleul à Thuillies. 1936- 1937.

1 chemise

390 - 393 PLANS RELATIFS AUX LIGNES TÉLÉPHONIQUES DE LA RÉGIE DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES (RTT) À ÉTABLIR SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL. 1938, 1950, 1963-1969, 1972-1976.

390

1938.

1 chemise

391	1950.	1 chemise
392	1963-1969.	1 liasse
393	1972-1976.	1 liasse
394	Dossier relatif aux chemins de fer. 1940-1942, 1964, 1971.	1 chemise
395	Dossier relatif au service d'autobus. 1947, 1949-1953, 1955, 1961-1966, 1968-1976.	1 chemise
396	Dossier relatif au service de taxis. 1954-1955, 1966, 1974.	1 chemise

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

397	1. PLANS RÉGIONAUX, SECTORIELS ET COMMUNAUX Dossier relatif aux plans généraux d'aménagement. 1946-1956, 1958-1963, 1965-1970, 1972-1975.	1 liasse
398	Dossier relatif aux plans particuliers d'aménagement. 1953-1954, 1959, 1969-1971, 1974-1975.	1 chemise
399	Dossier relatif au plan d'aménagement du secteur de Charleroi. 1965-1972, 1975-1976.	1 liasse
400	Plan de l'abbaye d'Aulne. [XXe siècle].	1 pièce
401	2. PERMIS DE BÂTIR Dossier relatif aux alignements. 1946, 1953, 1967-1968, 1970, 1972, 1974.	1 chemise
402	402 - 404 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE. 1954-1955, 1961-1976. 1954-1955.	

		1 chemise
403	1961-1969.	1 chemise
404	1970-1976.	1 chemise
405	Permis de bâtir relatifs aux travaux de minime importance non soumis à l'urbanisme. 1955, 1967, 1969-1970.	1 chemise
406	Relevés statistiques des permis de bâtir délivrés par le Collège communal. 1961-1977.	1 chemise
407	Dossier relatif aux installations irrégulières de chalets et de caravanes en zones boisées. 1963-1965, 1968-1974, 1976.	1 chemise
408	Dossier relatif aux membres inscrits au tableau de l'Ordre des architectes de la province de Hainaut. 1965-1966, 1968.	1 chemise
409	Dossier relatif à l'érection d'un pavillon de chasse dans le rayon réservé du bois indivis dont les communes de Gozée et Marbaix-la-Tour sont propriétaires. 1969-1970.	1 chemise
	3. PERMIS DE LOTIR	
410	Dossier relatif aux travaux d'aménagement du lotissement du Bois-Leratz. 1957-1964, 1966, 1969-1970.	1 liasse
411	Dossiers relatifs aux reprises des chemins des lotissements Franssen et Chant d'oiseaux. 1968-1969, 1971-1974, 1976.	1 chemise
412	Dossier relatif aux travaux d'équipement d'une voirie nouvelle à créer au lotissement résidentiel Les Églantines. 1974.	1 chemise
	4. EXPROPRIATIONS	
413	Dossier relatif aux expropriations. 1965, 1969-1970, 1974-1976.	1 chemise

G. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

414

Dossier relatif au classement de sites. 1964, 1966-1967, 1970-1974.

1 chemise

415

Dossier relatif à la protection et au classement du bois du Comte ou bois de l'abbaye d'Aulne. 1968, 1971-1974, 1977-1982, 1984, 1986-1988.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

416 - 420 DOSSIERS RELATIFS AUX COURS PROFESSIONNELS DE COUPE ET DE COUTURE. 1926-1930, 1932-1933, 1939, 1941-1948, 1962-1973.

- 416** Comptes annuels. 1926-1929, 1941-1945. 1 chemise
- 417** Pièces justificatives aux comptes. 1930. 1 chemise
- 418** Budgets annuels. 1932-1933, 1939, 1942-1943, 1945-1948. 1 chemise
- 419** Tableau des traitements du personnel. 1945. 1 pièce
- 420** Subventions de fonctionnement. 1962-1973. 1 chemise
- 421** Dossier relatif au mobilier scolaire. 1929, 1931. 1 chemise
- 422 - 424 DOSSIERS RELATIFS À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET GARDIEN. 1955, 1962-1976.*
- 422** Subventions des traitements. 1955, 1962-1976. 1 chemise
- 423** Subventions de fonctionnement. 1964-1965, 1969-1975. 1 chemise
- 424** Comptes annuels. 1965, 1968-1970. 1 chemise
- 425** Dossier relatif à la population scolaire. 1960-1972. 1 chemise
- 426** Dossier relatif à l'inspection de l'État. 1964-1966, 1968, 1970-1976. 1 chemise
- 427** Dossier relatif à l'organisation de l'enseignement primaire communal. 1964, 1969-1972, 1975-1976. 1 chemise
- 428** Dossier relatif aux subventions allouées dans le cadre d'activités socio-culturelles et sportives. 1974-1975.

1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

- 429 Dossier relatif à la bibliothèque communale. 1966-1967, 1972.
1 chemise
- 430 Dossier relatif aux subsides. 1970-1971.
1 chemise

B. SPORTS

431 - 436 DOSSIERS RELATIFS AUX MANIFESTATIONS SPORTIVES.
1963, 1965-1968, 1970-1976.

- 431 Football. 1963, 1965-1966, 1971-1975.
1 chemise
- 432 Basket. 1965-1968, 1971, 1973-1975.
1 chemise
- 433 Courses cyclistes. 1965, 1971-1976.
1 chemise
- 434 Balle pelote. 1970.
2 pièces
- 435 Marches. 1971-1975.
1 chemise
- 436 Rallyes automobiles. 1971-1976.
1 chemise
- 437 Dossier relatif au recensement des installations sportives. 1971.
1 chemise

C. FÊTES

- 438 Procès-verbal de la cérémonie du 5 octobre 1930 célébrant le centenaire de l'indépendance nationale. 1930.
1 pièce
- 439 Dossier relatif aux fêtes patriotiques. 1948-1951, 1962-1976.
1 chemise
- 440 Dossier relatif à la cérémonie d'hommage national à S. M. la reine Élisabeth. 1956-1957.
1 chemise

-
- 441 Dossier relatif aux festivités. 1962-1976. 1 chemise
- 442 Dossier relatif aux inaugurations de monuments, de bâtiments publics et de rues. 1964, 1972-1975. 1 chemise
- 443 Dossier relatif aux passages de marches de l'Empire. 1970, 1975-1976. 1 chemise
- 444 *D. TOURISME ET ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE*
Dossier relatif aux campings. 1956-1976. 1 liasse
- 445 Dossier relatif à la foire commerciale et agricole organisée du 19 au 21 juin 1965 par le Racing football club gozéen. 1965. 1 chemise
- 446 Dossier relatif à la plaine de jeux. 1965-1969, 1973-1974. 1 chemise
- 447 Dossier relatif aux structures touristiques rurales. 1972, 1976. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 448 Procès-verbaux de constat de dégâts agricoles. 1960, 1963, 1965-1966, 1968-1969, 1971-1972, 1974-1976.
1 chemise
- 449 Dossier relatif aux recensements généraux de l'agriculture et des forêts. 1966, 1968-1971, 1974.
1 chemise
- 450 Dossier relatif à la lutte contre les organismes nuisibles. 1967, 1972, 1974-1975.
1 chemise
- 451 Dossier relatif aux subsides alloués aux agriculteurs producteurs de lin. 1970, 1972-1973.
1 chemise
- B. ÉLEVAGE*
- 452 Registre des permis de saillie. 1941-1952.
1 volume
- 453 Dossier relatif à l'amélioration de l'espèce bovine. 1957-1959, 1962.
1 chemise
- C. COMMERCE, INDUSTRIE ET ARTISANAT*
- 454 Dossier relatif au commerce ambulants. 1948-1976.
1 liasse
- 455 Dossier relatif au permis de travail des étrangers. 1949-1975.
1 chemise
- 456 Dossier relatif au repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. 1960-1962, 1964-1969, 1974, 1976.
1 chemise
- 457 Attestations d'activité. 1961-1966, 1969.
1 chemise
- 458 Dossier relatif aux décorations industrielles et aux lauréats du travail. 1963-1969, 1972-1975.
1 chemise

459 Dossier relatif à la création d'un marché. 1974-1975.

1 chemise

-
- XV. AFFAIRES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL
- 460 Arrêtés du Collège échevinal relatifs aux collocations d'aliénés dans des établissements spéciaux. 1916, 1941, 1946-1950, 1952-1953, 1955, 1960. 1 cahier
- 461 Dossier relatif à l'assistance aux aliénés. 1949-1951, 1953-1957, 1960-1965, 1969, 1972. 1 chemise
- 462 - 465 *DOSSIERS RELATIFS AUX LOGEMENTS SOCIAUX. 1950, 1954-1976, 1978.*
- 462 SA Le Foyer ouvrier Oscar Bricoult. 1950, 1954-1975. 1 liasse
- 463 SC Le Foyer à Monceau-sur-Sambre. 1954-1955, 1962-1963, 1966, 1969. 1 chemise
- 464 SC d'habitations sociales La Cité verte. 1967-1976. 1 chemise
- 465 Travaux de construction et d'équipement de la cité de la rue d'Aulne (Bois du Prince) pour compte de la SC La Cité verte. 1969-1973, 1978. 1 liasse
- 466 Dossier relatif au Comité provincial d'aide aux familles des victimes d'accidents mortels du travail. 1962, 1966-1968. 1 chemise
- 467 Dossier relatif à l'aide aux enfants moralement abandonnés. 1962-1976. 1 chemise
- 468 Dossier relatif aux pensions de guerre. 1962-1976. 1 chemise
- 469 - 470 *REGISTRES DES DEMANDES DE PRESTATIONS. 1963-1977.*
- 469 Pensions pour travailleurs indépendants. 1963-1974. 1 cahier
- 470 Pensions sociales et revenu garanti aux personnes âgées. 1972-1977.

1 cahier

471 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1964, 1974-1976.
1 chemise

472 Statistiques des sourds-muets et des aveugles. 1965, 1967.
2 pièces

473 Dossier relatif au revenu garanti des personnes âgées. 1969, 1974.
1 chemise

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

474 Budgets annuels. 1915-1917, 1919. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

475 Registre aux procès-verbaux. 19 octobre 1925 - 1er septembre
1938. 1 volume

476 Rapports annuels. 1950-1975. 1 chemise

2. PERSONNEL

477 Dossier relatif au renouvellement des membres. 1959, 1961, 1965-
1967, 1971. 1 chemise

*478 - 479 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES-RECEVEURS.
1941, 1963, 1965-1966, 1969.*

478 Sylvain Roulet. 1941. 1 chemise

479 Gaston Thibaut. 1963, 1965-1966, 1969. 1 chemise

3. PATRIMOINE

480 Dossier relatif aux échanges de biens. 1962-1963, 1971, 1974. 1 chemise

481 Pièces relatives au legs d'Henri Roulet d'une somme de dix mille
francs. 1964. 2 pièces

4. FINANCES

482 - 48 BUDGETS ANNUELS. 1934, 1952-1976.
1934.

		1 cahier
483	1952-1959.	1 chemise
484	1960-1969.	1 chemise
485	1970-1976.	1 chemise
486	<i>486 - 489 COMPTES ANNUELS. 1934, 1956-1976.</i> 1934.	1 cahier
487	1956-1959.	1 chemise
488	1960-1969.	1 liasse
489	1970-1976.	1 liasse
490	Journal général et livre de caisse. 1933-1934.	1 cahier

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE SAINT-GÉRY

491	491 - 493 BUDGETS ANNUELS. 1956-1976. 1956-1959.	1 chemise
492	1960-1969.	1 chemise
493	1970-1976.	1 chemise
494	494 - 496 COMPTES ANNUELS. 1956-1976. 1956-1959.	1 chemise
495	1960-1969.	1 chemise
496	1970-1976.	1 chemise
497	Dossier relatif aux frais de remplacement du mobilier de l'église sinistré par faits de guerre. 1957.	1 chemise
498	Réclamation de Marc Rochez adressée au gouverneur relative à un échange de 54 ares de terrain. 9 décembre 1976.	1 pièce

- 499** XVIII. RELATIONS AVEC LE CULTE PROTESTANT
Pièces relatives à la reconnaissance d'une paroisse protestante à
Marchienne-au-Pont. 1976.
- 3 pièces